



L'Oasis, Unité mobile d'intervention

Mémoire de l'Oasis

Dans le cadre de la consultation sur la politique québécoise de la jeunesse

Écrit en collaboration avec le ROCAJQ

© Septembre 2015

Crédits :

Rédaction : Myriam Tardif et Denitsa Hristova

Contenu : Guy Boisvert

Mise en page et correction : Denitsa Hristova et Marie Eve Gauthier

Présentation de l'organisme

L'Oasis est un organisme communautaire sans but lucratif qui a été fondé en 1995. Depuis près de 20 ans, la caravane de l'Oasis sillonne les rues de Laval afin de venir en aide aux gens dans le besoin. Une équipe d'intervenants tente de rejoindre une clientèle à risque directement dans leur milieu. Notre organisme vise à établir une relation significative avec les usagers afin de leur procurer une aide concrète et immédiate, permettant une liaison rapide avec les ressources existantes.

Plus de 5000 interventions sont effectuées chaque année à bord de la caravane et au bureau de l'Oasis. Les résidents connaissent le véhicule motorisé et savent qu'ils peuvent y trouver une oreille attentive et des réponses à leurs questions.

La vie amène son lot d'épreuves et les Lavallois, jeunes et moins jeunes peuvent appeler l'Oasis ou visiter la caravane quand eux ou un membre de leur entourage vivent une situation devant laquelle ils se sentent impuissants, sans moyens. Les services qu'on y trouve sont ceux d'écoute, d'aide, de prévention, de référence et aussi d'échange de matériel de consommation.

Vision

Les intervenants s'emploient au quotidien à tisser des liens avec une population trop souvent marginalisée et par conséquent, méfiante. Nous tentons aussi d'intervenir au-delà des étiquettes en considérant la personne dans sa globalité plutôt que de la réduire à un simple diagnostic. Notre organisme croit aussi au potentiel et à la valeur de chaque individu et nous leur offrons des services adaptés à leur réalité et exempts de tous jugements.

En effet, tout le monde est bienvenu à bord de la caravane et les interventions qui y sont pratiquées sont diverses et touchent différentes problématiques.



En collaboration avec



Mission

- Venir en aide aux jeunes démunis, âgés de 12 à 29 ans et depuis 2003, les personnes **plus** âgées de 30 ans et plus, habitant à Laval.
- Être une ressource d'intervention de première ligne en offrant un lieu d'écoute, d'aide, de référence et de prévention.
- Aller à la rencontre des gens dans le besoin directement dans leur milieu.
- Être un lieu permettant la liaison entre les usagers et les ressources existantes à Laval.
- Établir une relation déterminante avec les usagers, dans le but d'être en mesure de leur procurer une aide concrète et immédiate.
- Permettre aux usagers de discuter de sujets les préoccupant, tout en ayant le sentiment de ne pas être jugés.

Valeurs

Promouvoir le développement de la personne par des interventions axées sur la globalité et l'intégrité de la personne et non pas par des interventions portant exclusivement sur les symptômes et les interventions partielles.

Promouvoir la liberté par l'affirmation, l'estime de soi, l'autonomie et le sens des responsabilités, et non pas par l'oppression ou toute forme de soumission.

Promouvoir la justice sociale par l'égalité des droits, le respect de la dignité des personnes et des différences. Nous nous opposons donc à toutes formes de discrimination, d'injustice et d'inégalités.

Promouvoir la solidarité par l'entraide, la coopération et la mobilisation. Nous dénonçons l'individualisme, la compétition et l'isolement.



En collaboration avec



Mise en contexte

La politique jeunesse datant de 2001 est rendue à son échéance et ne répond plus aux réalités d'aujourd'hui. Les deux derniers gouvernements ont pris l'engagement de la mettre à jour afin qu'elle réponde mieux aux défis et enjeux des quinze prochaines années. Le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ) désirant prendre part à la consultation a offert un soutien à notre organisme dans la rédaction de ce mémoire.

Ayant le désir de refléter les besoins et la réalité des jeunes que nous accompagnons au quotidien, de par nos valeurs sociales et notre souci d'équité, nous nous devons d'explorer au-delà des axes prédéterminés du gouvernement. Dans les pages qui suivent, vous pourrez prendre connaissance des principaux défis que doivent relever les jeunes qui fréquentent notre organisation pour passer de l'enfance à la vie adulte. La saveur locale est aussi présente, mais force est de constater que dans l'ensemble les besoins et réalités des jeunes se rejoignent, et ce, à travers la province.

Les organismes d'action communautaires autonomes jeunesse (OCAJ), dont nous faisons partie, forment un vaste réseau d'accompagnement et de soutien pour les jeunes de 0 à 35 ans. Créés à l'initiative des membres de la communauté, ils en reflètent la capacité de mobilisation du tissu social. Ils retrouvent leur légitimité première dans la société civile tout comme dans ses réseaux d'appartenance et de solidarité. En raison de leur enracinement et identification à la communauté, les OCAJ font preuve de polyvalence afin de s'adapter aux besoins des jeunes. Avec le temps, ils ont développé des modes d'intervention novateurs, sans jugement et principalement dans le milieu de vie des jeunes. Cette approche permet de rejoindre les plus vulnérables et ceux qui ne font pas spontanément appel au réseau public. C'est pourquoi notre organisme a décidé de prendre part à la Consultation et produire ce mémoire. Il expose des principes et recommandations qui représentent les besoins et réalités de cette jeunesse trop souvent oubliée. Le contenu se veut un incitatif au gouvernement à considérer les enjeux des jeunes aux parcours de vie atypiques, et ce afin que chaque jeune québécois se sente interpellé et inclus dans notre société. Tout comme le ROCAJQ, dont nous sommes fièrement membres, nous sommes d'avis que les institutions publiques, gouvernementales, organismes communautaires et la population devront collaborer et travailler ensemble, afin d'assurer à la jeunesse un meilleur avenir et une participation citoyenne active.



En collaboration avec



Principes directeurs et recommandations

La toxicomanie chez les jeunes

À l'Oasis, nous remarquons que la consommation des jeunes de nos jours (drogues dures, drogues de synthèse, médicaments, alcool, etc.) n'a pas forcément augmenté, par contre, il y a une augmentation des cas de consommation problématique. Une consommation de drogues devient problématique quand elle produit des conséquences négatives pour l'utilisateur. Ces conséquences peuvent être physiques, mentales, sociales, émotives, juridiques ou économiques. De plus, nos intervenants remarquent que cette consommation est de plus en plus variée et est caractérisée par la création de « mélanges » ou « cocktails », c'est-à-dire; la prise de plusieurs drogues différentes en même temps pour produire des effets différents. Cependant, ces « mélanges » peuvent avoir des effets imprévisibles desquels ceux qui les consomment sont rarement au courant. Plusieurs jeunes n'arrivent pas à reconnaître ou à détecter les signes avant-coureurs qui caractérisent une consommation problématique. Ils ne se rendent compte du problème que lorsque différentes conséquences négatives se sont présentées dans maints aspects de leur vie. Notre organisme reconnaît qu'à leur âge il y a une phase normale d'exploration où certains cherchent à tester leurs limites. Par contre, nous nous inquiétons de la « pensée magique » qui caractérise certains agissant sans même soupçonner les conséquences de certains de leurs choix. Par exemple, même lorsque ces jeunes obtiennent des résultats dans le « rouge » dans le cadre du test « Dep-ados » (grille de dépistage de la consommation problématique de drogues et d'alcool chez les adolescents et les adolescentes), ils ne voient pas toujours la gravité de leur situation ou ne s'en soucient pas. Ce portrait de la situation nous pousse à penser qu'il n'y a pas assez de prévention quant aux effets et conséquences de l'usage des drogues dans les écoles secondaires, et surtout par rapport aux conséquences des « cocktails », tel que décrit précédemment.

Nous croyons que plusieurs raisons peuvent expliquer que la consommation des jeunes puisse devenir problématique. D'abord, la banalisation des drogues de synthèse qui sont des drogues créées artificiellement en laboratoire à l'aide de la chimie et desquelles il est difficile de connaître la composition exacte. Puis, l'influence des pairs et de la culture populaire qui mène à une banalisation de la consommation de drogues. Ensuite, lorsque les parents d'un jeune consomment ou qu'il y a déjà de l'alcool ou des drogues dans la maison, il est possible que les jeunes reprennent ces habitudes de manière problématique.



En collaboration avec



Nous ne devons pas oublier ou minimiser les problématiques liées à la consommation de drogues légales, comme le café, l'alcool, les boissons énergisantes et les médicaments, et les problèmes liés à « l'auto-médicalisation ». Par exemple, une dépendance à l'une ou l'autre de ces substances peuvent avoir les mêmes conséquences négatives qu'une drogue, selon l'individu qui les utilise et son passé. Cela peut aussi entraîner un passage vers d'autres drogues lors de l'arrêt de la consommation de la première substance. Par exemple, plusieurs jeunes qui doivent arrêter le Ritalin vont chercher à le remplacer par d'autres substances aux effets similaires, car ils n'auront jamais appris à composer avec eux-mêmes sans celui-ci.

Bien entendu, il y a aussi toutes les conséquences et les risques liés à la consommation de drogues à l'école, comme le manque de motivation, les problèmes liés au manque de jugement, les conséquences juridiques, la création de tensions dans les relations sociales, etc. Malheureusement, quand des jeunes sont surpris sous l'effet d'une quelconque substance dans leurs écoles et qu'ils sont suspendus en guise de sanction, il y a très rarement de suivis en toxicomanie effectués par la suite. Nous pensons qu'il y a aussi un grand manque de ressources d'aide pour les jeunes qui sont à l'école, ou non, par rapport à la toxicomanie et aux drogues en général.

S'ajoutent aux problématiques liées à la consommation de drogues celles liées à la vente et au trafic de celles-ci. Plusieurs raisons peuvent pousser les jeunes à intégrer les réseaux de vente de drogues. Par exemple, nous remarquons qu'une faible estime de soi ou des milieux familiaux dysfonctionnels poussent les jeunes à rechercher d'autres groupes d'appartenance et réseaux sociaux. Les jeunes peuvent faire beaucoup pour se sentir valorisés et appartenir à un groupe, qu'il s'agisse d'un groupe d'utilisateurs des drogues ou d'un groupe qui en assure la vente. Parmi les conséquences liées à la vente de drogues, la criminalisation et la judiciarisation ne sont pas les moindres.

De plus, nous ne devons pas oublier de considérer l'itinérance chez les jeunes, qui peut être causée, mais pas exclusivement, par des problèmes en toxicomanie. À l'Oasis, nous côtoyons cette problématique au jour le jour. Les jeunes qui font face à l'itinérance à Laval dorment sur le divan d'amis ou de connaissances, ou se déplacent vers le centre-ville de Montréal. Ces caractéristiques font en sorte que l'itinérance n'est pas très visible dans notre ville, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne reste pas problématique. C'est pourquoi nous croyons qu'il est important de considérer cette problématique dans l'établissement d'une nouvelle politique jeunesse. Pour plus de détails, nous voudrions vous référer aux mémoires de nos collègues des organismes DANS LA RUE et d'EN MARGE pour plus de détails.



En collaboration avec



En conséquence, l'OASIS propose au gouvernement les **recommandations** suivantes :

- ✚ Que le gouvernement mette en place des programmes de prévention et de lutte contre la toxicomanie qui ne soient pas tournés vers la criminalisation, mais l'information et la sensibilisation.
- ✚ Offrir un suivi en toxicomanie avec les jeunes qui suspendus de l'école pour consommation de drogues.
- ✚ Mettre en place un plan national qui donne des lignes directrices aux écoles par rapport au nombre d'intervenants et d'éducateurs spécialisés qui devraient être engagés par nombre d'étudiants.
- ✚ Encourager la mise en place de tout programme ou activité visant l'augmentation de l'estime et de la confiance en soi des étudiants au secondaire, ce qui peut parfois aider à prévenir les problèmes de consommation des jeunes.



En collaboration avec



Décrochage scolaire, accès au marché de l'emploi et transition « post-secondaire »

Nous constatons à l'Oasis qu'il existe plusieurs raisons différentes qui peuvent mener les jeunes à ne pas terminer leur diplôme secondaire et à décrocher. Nous pouvons nommer comme causes, entre autres, l'appartenance à un milieu familial difficile ou dysfonctionnel, l'appartenance à un milieu socio-économique défavorisé, le placement à un jeune âge dans des classes de cheminements particuliers – ne leur convenant pas nécessairement et qui peut nuire à leur motivation scolaire-, ou tout simplement que le cheminement scolaire « traditionnel » ne leur convenait pas. Les jeunes qui ne réussiront pas à compléter au moins leur 3e secondaire, auront énormément de difficulté à se trouver un emploi quelconque; même des emplois temporaires au salaire minimum.

Parfois, la motivation scolaire et le cheminement d'un jeune sera entravé parce qu'on lui aura posé une étiquette le marginalisant. Celles-ci peuvent être liées à la classe sociale, à des problèmes familiaux ou des troubles en santé mentale. Dans le cas de problèmes de santé mentale, il y a souvent des diagnostics qui n'ont pas toujours lieu d'être, tout comme une médicalisation qui peut aussi être à critiquer. Au contraire, nous croyons que le milieu scolaire doit pouvoir prendre le temps de s'adapter à tous les jeunes, malgré leurs différences. Par exemple, en leur offrant un large éventail de services pour les accompagner à travers leur cheminement.

De plus, nous constatons qu'il est difficile pour un jeune d'être motivé à l'école quand celui-ci n'est pas stimulé ou encouragé par sa famille ou ses pairs. En effet, ce n'est pas dans tous les milieux familiaux qu'on valorise l'éducation. Au contraire, parfois les enfants représentent un potentiel de nouveaux revenus pour le foyer, que ce soit en entrant sur le marché du travail ou en demandant l'aide sociale dès l'âge de 18 ans. Il faut comprendre qu'il est d'autant plus difficile en tant que parent de soutenir ses enfants à travers leur parcours scolaire, s'ils sont eux-mêmes aux prises avec des problèmes de toxicomanie, des problèmes sociaux, ou tout simplement qu'ils n'en voient pas l'intérêt n'ayant pas terminé leur école secondaire.

Nous oublions trop souvent que le système scolaire n'est pas fait pour tout le monde. Quand les jeunes ne performant pas selon le système scolaire traditionnel, il y a rarement des personnes pour s'inquiéter d'eux et leur proposer d'autres voies. Ils sortent souvent de ce système, ne performant pas comme ils le devraient, et par la suite, ils trouveront très peu d'emplois valorisants, stimulants et adaptés à leurs intérêts et capacités (faute de diplomation). Pour pouvoir accéder aux formations professionnelles, il faut au moins avoir complété son 3e secondaire. Malheureusement, pour un jeune décrocheur cela veut souvent dire qu'il faut passer par l'éducation aux adultes. À l'arrivée dans l'une de ces écoles, il faut répondre aux questions d'un test de classement. Même à 20 ans, il est possible d'être classé de niveau primaire si l'étudiant n'en a pas encore intégré les acquis ou s'il a quitté les bancs



En collaboration avec



d'école depuis trop longtemps. Recommencer la matière du primaire avant de pouvoir terminer les autres années de son secondaire est très dur pour la motivation et l'estime de soi.

Souvent, les jeunes ne savent pas vraiment ce qu'ils voudraient exercer comme métier plus tard; ils connaissent mal ou pas assez les réalités du marché du travail et les possibilités qui s'ouvrent à eux. Bien qu'il y ait les Carrefours jeunesse emploi, ça ne permet pas à toutes les personnes de se trouver du travail, ce qui peut être très décourageant. De plus, bien que certaines voies scolaires moins traditionnelles permettent aux élèves d'entrer sur le marché du travail plus rapidement, les emplois et les stages qui leur sont proposés sont rarement valorisants, stimulants ou correspondants aux champs d'intérêt des jeunes. C'est le cas par exemple dans certains programmes des formations professionnelles et techniques (FPT). Nous croyons au contraire qu'on devrait aider les jeunes à trouver des emplois qui leur correspondent selon leurs forces et intérêts.

Enfin, s'il est vrai que certains jeunes ont décroché, car ils auraient fait trop de « niaiseries » au secondaire (problèmes de toxicomanie, envie d'aventure et de liberté, voyages, envie de faire la fête, etc.), ce n'est pas pour autant une raison de les exclure à jamais de la société, puisqu'ils n'auront pas su suivre le train! Des solutions doivent être en place pour les raccrocher de manière durable, en se basant sur leurs forces et leur personnalité et en leur trouvant des projets professionnels stimulants basés sur leurs champs d'intérêt.

En conséquence, l'OASIS propose au gouvernement les **recommandations** suivantes :

- ✚ Mieux préparer la phase de transition « post-secondaire », en incluant par exemple des stages qui orientent et préparent vraiment vers le marché de l'emploi, avec une plus grande variété d'offres de stages professionnels, pour pouvoir offrir aux jeunes un plus grand éventail d'opportunités que des expériences en entretien ménager.
- ✚ Mettre en place un système d'éducation « alternatif », déjà implanté au primaire, adapté au secondaire et au post-secondaire.
- ✚ Donner la liberté aux écoles de mettre en place des programmes motivants (para ou intrascolaire, comme des concentrations) permanents et accessibles à tous, qui permettraient de valoriser les jeunes, tout comme de les motiver et de les intéresser à l'accomplissement de leur cursus scolaire.
- ✚ Évaluer la pertinence et l'efficacité des Commissions scolaires. La transformation ou l'abolition possible de ces structures permettrait d'aller chercher de l'argent pour des programmes alternatifs visant les jeunes décrocheurs ou les jeunes en difficultés (éducation alternative, programmes parascolaires).



En collaboration avec



Sexualité et hyper sexualisation chez les jeunes

L'éducation à la sexualité, ainsi que l'apprentissage des valeurs associées à la sexualité et au respect de soi et des autres sont très étroitement reliés à l'estime de soi et au contexte socio-économique et familial dans lequel évoluent les jeunes. Pour commencer, le gouvernement du Québec faisait remarquer dans son « Portrait des infections transmissibles sexuellement et par le sang »¹, que les ITSS sont en constante augmentation chez les 15-24 ans, particulièrement chez les jeunes hommes. Une réalité confirmée sur le terrain par nos intervenants. Les jeunes n'ont pas nécessairement des relations sexuelles à un plus jeune âge qu'avant, mais leurs pratiques sexuelles seraient plus variées et nombreuses. Il est probable de penser que ce phénomène soit en lien avec celui de l'hypersexualisation chez les jeunes. Ceci peut se caractériser par une banalisation de la sexualité, une forte influence et une pression par les pairs afin d'accomplir des actes et/ou des relations sexuelles pouvant mener jusqu'à une certaine exclusion sociale. La plupart du temps, les adolescents posent des gestes participant à l'hypersexualisation, non pas parce qu'ils seraient forcés de la faire, mais parce qu'ils croient que c'est de cette manière qu'ils seront acceptés par les autres et intégrés au groupe.

Également, nous pouvons dire que les jeunes explorent davantage leur sexualité et plus tôt. Ceux-ci viennent voir la caravane mobile de l'Oasis non plus pour poser des questions sur les premières relations sexuelles, mais pour discuter d'expériences qu'ils auraient déjà vécues – comme les relations anales et les « trip à trois ». Ces actes qui pour les jeunes font partie intégrante de leur sexualité. Nous sommes d'avis que ces actes sexuels ne devraient pas être pratiqués à un âge prématuré, en raison de la pression sociale ou lors de la découverte de la sexualité, mais bien parce que l'individu le désire.

Nous constatons aussi un manque d'éducation sexuelle à l'école, puisque le gouvernement a retiré les cours de « formation professionnelle et sociale » et le volet sexualité qui en faisait partie. Bien qu'il y ait eu certaines lacunes dans ce programme, l'abolition complète de celui-ci laisse un grand vide et beaucoup de questions sans réponses chez les adolescents. Il faut admettre que dans certains milieux familiaux, le climat n'est pas propice à l'échange et au partage de connaissance dans un milieu sain et de confiance (toxicomanie, violence, parents absents, valeur et culture, ou tout simplement un tabou de la sexualité, etc.). C'est pourquoi nous sommes d'avis que l'école devrait prendre une partie de cette responsabilité. En effet, les jeunes sont intéressés, ils ont des questions, ils sont curieux et préoccupés par la sexualité, et cela est tout à fait normal. Nous ne pouvons pas dire que leurs préoccupations aient augmenté, par contre, il semble plus difficile d'aller chercher des réponses, entre autres parce que ce qui est disponible n'est pas souvent la meilleure

1 MSSH, *Portrait des maladies transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) au Québec*, en ligne, <http://publications.mssh.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2013/13-329-02W.pdf>



En collaboration avec



information. En effet, l'accès à la pornographie s'est beaucoup facilité depuis la création d'internet et celle-ci envoie souvent une image faussée de la sexualité créant souvent une pression de performance et de l'angoisse chez les jeunes. Plusieurs tabous sur la sexualité perdurent et il s'agit de questionnements difficiles à l'adolescence qui méritent que l'on s'y attarde. C'est pourquoi nous sommes persuadés que tous les jeunes Québécois devraient avoir accès à des ateliers sur la sexualité dans le sein même de leurs institutions scolaires. De plus, il y a plusieurs enjeux importants par rapport à la sexualité que nous ne traiterons pas dans ce mémoire, dont; l'orientation sexuelle, l'identité de genre et la transsexualité, les enjeux entourant les grossesses adolescentes, la prostitution de mineurs, etc., et c'est pourquoi nous aimerions vous référer aux mémoires des organismes du Projet TRIP et du PIAMP qui les traitent plus en profondeur.

Plusieurs risques apparaissent quand on croise les enjeux de sexualité et la toxicomanie, ou du moins à la consommation de drogues et d'alcool pendant les relations sexuelles, comme les risques de transmission accrus de ITSS, les regrets, la culpabilité, la hausse des risques d'agressions sexuelles et de respect flou du consentement, perte de jugement, attaque à la réputation (rumeurs, vidéos diffusés en ligne, etc.), baisse des barrières (codes moraux, gêne, etc.) honte, etc. Certains agissent sous l'influence des pairs et/ou parce qu'ils pensent que c'est la norme. Dans un élan semblable, la diffusion de vidéos où l'on voit des relations sexuelles sur internet, ou le fait d'avoir des relations sexuelles sur internet peuvent engendrer plusieurs problématiques liées encore une fois à l'estime de soi.

En conséquence, l'OASIS propose au gouvernement les **recommandations** suivantes :

- ✚ Réinvestir dans les programmes visant la prévention dans les écoles secondaires des ITSS et du VIH-SIDA, ainsi que des agressions sexuelles.
- ✚ Fournir de manière accessible des préservatifs en grande quantité dans toutes les écoles secondaires.
- ✚ Créer des ateliers d'éducation sexuelle dans les écoles secondaires basés sur le respect et le plaisir et non sur la performance ou l'abstinence, afin que les jeunes puissent découvrir et explorer leur sexualité graduellement et de manière saine.
- ✚ Engager des sexologues pour chaque école secondaire (tout comme des psychologues et des intervenants spécialisés).



En collaboration avec



Conclusion

En terminant ce mémoire, nous souhaitons profiter de la vitrine offerte par la commission parlementaire pour déplorer le manque d'écoute de la part du gouvernement qui n'a pas pris la peine de considérer les opinions provenant du Sommet des jeunes, organisé par des jeunes et parrainé par le Bureau de Consultation Jeunesse (BCJ). En effet, nous avons constaté à la lecture du livre blanc sur la future politique de la jeunesse que plusieurs réalités que les jeunes fréquentant l'OASIS rencontrent étaient absentes, alors que celles-ci avaient été abordées dans le Sommet des jeunes. Tout d'abord, les jeunes qui approchent l'OASIS le font souvent par rapport à des problèmes liés à la toxicomanie. Nous ne pensons pas que la consommation de drogues et d'alcool ait augmenté chez les jeunes, par contre, le pourcentage de consommation problématique, lui, aurait augmenté. Selon nous, cela est dû au manque de prévention dans les écoles secondaires face aux conséquences et risques liés à la consommation de drogues et d'alcool, et surtout à la consommation des « cocktails », c'est-à-dire, le mélange de plusieurs substances. Il y a aussi une dangereuse banalisation des drogues de synthèse, dont la composition est incertaine étant donné qu'elles sont fabriquées artificiellement en laboratoire. Nous constatons aussi un manque de ressources d'aide et d'accompagnement en toxicomanie dans les écoles secondaires, ce qui pourrait prévenir chez les jeunes certaines conséquences comme la baisse de motivation scolaire, juridiques, de santé et autres.

Ensuite, nous constatons plusieurs manques sur le terrain par rapport à l'accès au marché de l'emploi, au décrochage scolaire et aux transitions post-secondaires. Il y a encore beaucoup de problèmes de décrochage scolaire, et ce pour plusieurs raisons énumérées dans ce mémoire, mais entre autres parce que certains jeunes ne se reconnaissent pas dans l'actuel système d'éducation. C'est pourquoi nous pensons qu'il faudrait davantage promouvoir les différents cheminements scolaires alternatifs. De plus, il y a un manque d'accompagnement et de suivi lors de la transition entre le secondaire et le marché de l'emploi. Les stages professionnels proposés aux jeunes ne sont pas toujours en lien avec leurs intérêts et sont peu valorisants. Enfin, il y a un manque d'éducation des jeunes face à la sexualité. Il n'y a plus de programmes d'éducation à la sexualité à l'école et certaines familles ne peuvent pas prendre cet apprentissage en main. Cependant, les jeunes ont des questions et ont besoin d'aide pour trouver les bonnes réponses. Ainsi, l'éducation sexuelle pour les jeunes reste indispensable, surtout dans le contexte de l'augmentation des ITSS et du phénomène de l'hypersexualisation, entraîné en partie par l'accès à la pornographie facilité par internet. Plusieurs enjeux problématiques se sont développés en même temps qu'internet, notamment la cyberintimidation et la diffusion de vidéos en ligne montrant des actes sexuels, des agressions sexuelles ou des viols. En somme, nous avons tout au long de ce mémoire soulevé certaines recommandations afin de contribuer à la rédaction d'une Politique jeunesse ancrée aux réalités qui préoccupent les jeunes de nos jours.



En collaboration avec



Voici un rappel de nos recommandations :

- ✚ Que le gouvernement mette en place des programmes de prévention et de lutte contre la toxicomanie qui ne soient pas tournés vers la criminalisation, mais l'information et la sensibilisation.
- ✚ Offrir un suivi en toxicomanie avec les jeunes qui suspendus de l'école pour consommation de drogues.
- ✚ Mettre en place un plan national qui donne des lignes directrices aux écoles par rapport au nombre d'intervenants et d'éducateurs spécialisés qui devraient être engagés par nombre d'étudiants.
- ✚ Encourager la mise en place de tout programme ou activité visant l'augmentation de l'estime et de la confiance en soi des étudiants au secondaire, ce qui peut parfois aider à prévenir les problèmes de consommation des jeunes.
- ✚ Mieux préparer la phase de transition « post-secondaire », en incluant par exemple des stages qui orientent et préparent vraiment vers le marché de l'emploi, avec une plus grande variété d'offres de stages professionnels, pour pouvoir offrir aux jeunes un plus grand éventail d'opportunités que des expériences en entretien ménager.
- ✚ Mettre en place un système d'éducation « alternatif », déjà implanté au primaire, adapté au secondaire et au post-secondaire.
- ✚ Donner la liberté aux écoles de mettre en place des programmes motivants (para ou intrascolaire, comme des concentrations) permanents et accessibles à tous, qui permettraient de valoriser les jeunes, tout comme de les motiver et de les intéresser à l'accomplissement de leur cursus scolaire.
- ✚ Évaluer la pertinence et l'efficacité des Commissions scolaires. La transformation ou l'abolition possible de ces structures permettrait d'aller chercher de l'argent pour des programmes alternatifs visant les jeunes décrocheurs ou les jeunes en difficultés (éducation alternative, programmes parascolaires).
- ✚ Réinvestir dans les programmes visant la prévention dans les écoles secondaires des ITSS et du VIH-SIDA, ainsi que des agressions sexuelles.
- ✚ Fournir de manière accessible des préservatifs en grande quantité dans toutes les écoles secondaires.



En collaboration avec



- ✚ Créer des ateliers d'éducation sexuelle dans les écoles secondaires basés sur le respect et le plaisir et non sur la performance ou l'abstinence, afin que les jeunes puissent découvrir et explorer leur sexualité graduellement et de manière saine.
- ✚ Engager des sexologues pour chaque école secondaire (tout comme des psychologues et des intervenants spécialisés).



En collaboration avec

